

DOSSIER DE CANDIDATURE POUR UNE ACCREDITATION EN TANT QU'AUTORITE EN CHARGE DE LA PROTECTION DES DONNEES

Candidature auprès du Comité de Vérification pour l'accréditation d'une autorité chargée de la protection des données prévue par les résolutions adoptées lors de la 23ème conférence internationale des commissaires à la protection des données à Paris le 25 septembre 2001.

Remarques

- (a) Complétez le formulaire soit en français soit en anglais ;
- (b) Formulez les réponses de manière concise et ciblée ;
- (c) Assurez vous qu'il est répondu l'ensemble des 33 questions ;
- (d) Si vous re-dactylographiez le formulaire, numérotez vos réponses selon les numéros des questions posées. Il est possible d'éviter de re-dactylographier ce dossier en le demandant sous forme électronique, si vous ne l'avez pas déjà reçu sous cette forme, en adressant un mél au Comité de vérification credentials@privacy.org.nz.

Informations relatives au candidat

Date : 6 Juin 2002

1. Nom et adresse postale de l'autorité

Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés
21 rue Saint Guillaume
75340 Paris Cedex 7
France

2. Personne à contacter à propos de cette candidature :

- (a) Nom **Marie Georges**
- (b) Adresse électronique- E mail : **marie.georges@cnll.fr**

(c) Numéro de téléphone (ligne directe) : ~~03 20 70 22 00~~

(d) Numéro de télécopie : ~~03 20 70 22 00~~

Nature de la candidature

3. Cette candidature concerne une accréditation en tant que :

(a) Autorité nationale **OUI**

Description du candidat

4. Description de l'autorité (exemple : commissaire, commission, comité etc.)

Commission composée de 17 membres

5. L'autorité est-elle un organisme public ? **OUI**

6. Compétence géographique : **nationale**

7. Secteurs de compétence (c'est à dire : l'autorité est-elle compétente pour l'ensemble des secteurs publics et privés ? si l'autorité n'est compétente que pour une partie d'un secteur, bien vouloir le spécifier) : **Tout secteur public et privé, aucune exception**

8. Les activités de l'autorité concernent-elles essentiellement la protection des données ?
OUI

Fondements juridiques

9. Intitulé du texte juridique instituant l'autorité : **Loi N° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés**

10. Est-ce un texte principalement dédié à la protection des données ? **OUI**

11. Nature du texte (par exemple, loi, décret-loi, règlement) : **Loi**

12. Par quelle institution le texte a-t-il été adopté ? **Parlement**

13. Par quelle institution le texte peut-il être modifié ? **Parlement**

Autonomie et indépendance de l'autorité

14. Par qui les membres de l'autorité sont-ils nommés? (Si nécessaire distinguer les procédures de nomination du président de celles des autres membres de l'autorité répondant aux questions suivantes.) :

La Commission est composée de dix-sept membres nommés pour cinq ans ou pour la durée de leur mandat :

- deux députés et deux sénateurs élus, respectivement par l'Assemblée nationale et par le Sénat ;
- deux membres du Conseil économique et social, élus par cette assemblée ;
- deux membres ou anciens membres du Conseil d'État, dont l'un d'un grade au moins égal à celui de conseiller, élus par l'assemblée générale du Conseil d'État ;
- deux membres ou anciens membres de la Cour de cassation, dont l'un d'un grade au moins égal à celui de conseiller, élus par l'assemblée générale de la Cour de cassation ;
- deux membres ou anciens membres de la Cour des comptes, dont l'un d'un grade au moins égal à celui de conseiller-maître, élus par l'assemblée générale de la Cour des comptes ;
- deux personnes qualifiées pour leur connaissance des applications de l'informatique, nommées par décret sur proposition respectivement du président de l'Assemblée nationale et du président du Sénat ;
- trois personnalités désignées en raison de leur autorité et de leur compétence par décret en conseil des ministres.

La commission élit en son sein, pour cinq ans, un président et deux vice-présidents.

15. Quelle est la procédure suivie pour la nomination?
Suite à leur désignation, la liste des membres est publiée par décret du Premier ministre
16. Quelle est la durée du mandat? 5 ans ou durée du mandat (pour les membres du Parlement et du Conseil économique et social)
17. Les textes régissant les activités de l'autorité prévoient-ils qu'elle agit de manière indépendante ? OUI
18. Les membres de l'autorité peuvent -ils être révoqués ? NON
19. ~~Si oui, qui peut révoquer un membre de l'autorité?~~
20. ~~Les motifs de révocation sont ils limités et prévus dans le texte instituant l'autorité ou par un autre texte ?~~

21. ~~Quels sont les motifs de révocation?~~

22. L'autorité dispose-t-elle des pouvoirs suivants (décrits brièvement en donnant la référence du texte concerné) :

- (a) Effectuer des contrôle sur place de sa propre initiative : OUI, article 6 et 21, alinéa 1, 2°
- (b) Faire rapport au chef de l'Etat, au chef du gouvernement, au président du Parlement : OUI (Art. 23 de la Loi)
- (c) Faire des déclarations publiques : OUI

23. Les membres de l'autorité (et son personnel) bénéficient-ils d'une immunité contre des poursuites personnelles relatives aux actes effectués dans la cadre de leurs fonctions?
OUI

24. Les candidats peuvent préciser, ci après, tout autre mesure garantissant l'indépendance de l'autorité (par exemple, indépendance financière).

Indépendance financière, les crédits nécessaires à son fonctionnement sont inscrits de manière spécifique dans le cadre du budget du ministère de la justice voté par le Parlement. Le ministère de la Justice n'exerce pas de contrôle a priori ; seul un contrôle a posteriori est effectué par la Cour des comptes (compétente pour tout organisme chargé d'une mission de service public) (article 7).

Conformité aux textes internationaux

25. L'autorité fait-elle application explicitement d'un instrument international (par exemple lorsque le texte juridique dont elle relève le prévoit explicitement) ? OUI

Si oui, lequel ou lesquels des textes suivants sont principalement mis en oeuvre?

- (a) Les lignes directrices de l'OCDE (1980) OUI
- (b) - La convention 108 du Conseil de l'Europe (1981) OUI
- le protocole additionnel (8 novembre 2001) **signé mais non ratifié encore**
- (c) Les lignes directrices des Nations Unies (1990) OUI
- (d) La directive européenne (1995) OUI

26. La loi, de manière différente, ou en complément, met-elle en oeuvre un autre accord international général ou particulier? (Si oui, indiquer l'organisation internationale et le texte concerné)

- Déclaration universelle des droits de l'homme de l'ONU (10 décembre 1948) et Convention européenne des Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe (4 novembre 1950)
- Convention sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne portant création d'un Office Européen de Police (Convention Europol) du 26 juillet 1995
- Convention d'application des Accords de Schengen (19 juin 1990)

27. Des questions importantes sont-elles soulevées à propos de la conformité de la loi aux textes internationaux indiqués en réponse aux questions 25 et 26 ? (le candidat est invité à fournir des informations de nature à guider le comité, notamment relatives à des projets de mesures destinées à répondre aux questions soulevées)

NON, mais un projet de loi adopté en première lecture par l'Assemblée nationale vise à modifier la loi du 6. 7. 78 afin de préciser cette dernière dans le cadre de la transposition de la directive de la directive 95/46/CE

Missions appropriées de l'autorité

28. L'autorité a-t-elle des missions dans les domaines suivants (décrites brièvement en donnant les références juridiques concernées) :

- (a) Contrôle a posteriori du respect de la loi (par exemple, audit, contrôle sur place)
OUI (art 6 et 21 alinéa 1, 2°)
- (b) Contrôle a priori (par exemple, avis préalable, déclarations)
OUI : avis de la CNIL préalablement à la mise en œuvre de tout traitement effectué dans le cadre de tout organisme chargé d'une mission de service public (article 15), déclaration de tout autre traitement (art 16), une procédure de déclaration simplifiée est prévu à l'article 17, applicable dans l'ensemble des secteurs, lorsque le traitement est conforme à l'une des normes édictées par la CNIL
- (c) Recours pour les personnes concernées (par exemple recevoir des plaintes, effectuer des médiations) **OUI (article 6 et 21 alinéa 1, 6°)**
- (d) Sanctions (poursuivre en justice ou infliger des amendes) **OUI, délivrer des avertissements par délibération et /ou dénoncer les infractions à la justice.**
- (e) Conseils et recommandations (par exemple en vue d'une bonne application de la loi) **OUI, article 6 de la loi et article 1 du décret d'application n° 78-774 du 17 juillet 1978**
- (f) Information du public et pédagogie **OUI, article 6 de la loi**

- (g) Conseils auprès des pouvoirs publics OUI, article 1 du décret d'application n° 78-774 du 17 juillet 1978
- (h) Etudes ou recherche (par exemple dans le domaine des nouvelles technologies et des enjeux de la protection des données) OUI, article 6 de la loi et article 1 du décret d'application n° 78-774 du 17 juillet 1978

Informations complémentaires

- 29. Les candidats sont invités à apporter toute information complémentaire appropriée.

Autres documents

- 30. Indiquez la liste des documents attachés accompagnant sous forme électronique ce formulaire ou adressés en complément par la poste.
- 31. Si les textes juridiques dont relèvent l'autorité sont accessibles sur un site internet, donnez en la référence

URL: www.cnil.fr, rubrique « textes » (loi, décrets d'application et règlement intérieur adopté par la CNIL en français).*

* Une version anglaise de la loi à la date du 6 Janvier 1978 est disponible qui sera communiquée par fax. Cette version a été modifiée ultérieurement mais ces modifications n'affectent pas les réponses aux questions posées par le dossier de candidature.

- 32. Si un rapport annuel récent de l'autorité (ou une publication similaire donnant des informations sur ses principales activités) est accessible sur internet, donnez en la référence

URL: www.cnil.fr, rubrique « publications » puis lien vers le site de la « Documentation française », à partir duquel les rapports de la CNIL depuis 1999 peuvent être téléchargés.

Usage à des fins de recherche

33. Le Comité de vérification se propose de communiquer, avec le consentement du candidat, le présent dossier de candidature aux chercheurs ayant reçu l'accord du Comité, afin de faciliter la réalisation d'études comparatives sur la protection des données. Indiquez si vous êtes d'accord avec cette utilisation :

- J'accepte que ce dossier soit communiqué à un chercheur OUI

Transmission du dossier de candidature

Ce dossier de candidature complété doit être adressé par e mail au Comité de vérification à credentials@privacy.org.nz

Si cela n'est pas possible, il doit être adressé par courrier à :

Comité de vérification/Credentials Committee

C/- Privacy Commissioner

P O Box 466

Auckland

New Zealand

Le Comité doit avoir accès à une copie de la loi instituant l'autorité. Il n'est pas nécessaire d'adresser ce texte sous forme papier s'il est accessible par internet ainsi qu'indiqué en réponse à la question 31. Si ce texte n'est pas ni en anglais ni en français, il serait utile d'en fournir soit un résumé soit une traduction dans l'une de ces deux langues.

Utilisation des informations

Les informations contenues dans ce dossier seront utilisées pour l'examen de la candidature. Elles seront communiquées aux membres du comité de vérification actuel qui comprend les autorités de France, de Nouvelle Zélande, et du Royaume Uni ainsi qu'aux membres des comités de vérification futurs. Elles pourront être communiquées aux autorités en charge de la protection des données participant à la conférence internationale ainsi qu'à des chercheurs. Toute donnée personnelle contenue dans le présent dossier fait l'objet d'un droit d'accès et de correction selon les dispositions de protection des données applicables au présent et aux futurs comités de vérification. Actuellement elles sont soumises aux dispositions de la loi sur la protection de la vie privée de Nouvelle Zélande de 1993.

APPLICATION FORM FOR ACCREDITATION AS A DATA PROTECTION AUTHORITY

Application to the Credentials Committee for accreditation as a data protection authority pursuant to the resolutions adopted at the 23rd International Conference of Data Protection and Privacy Commissioners at Paris on 25th September 2001.

Notes:

- (c) Please complete application in French or English.
- (d) Please keep answers brief and to the point.
- (e) Please ensure that all 33 questions are answered
- (f) If you retype the form, please include the numbered questions with your answers. It is possible to avoid such retyping by getting the electronic application form in French or in English upon request by e mail at credentials@privacy.org.nz.

Date : 6 June 2002

Details of applicant

1. Name and postal address of authority

Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés
 21 rue Saint Guillaume
 75340 Paris Cedex 7
 France

2. Contact person for this application:

- (a) Name Marie GEORGES
- (b) Email address ~~me@ccnild.fr~~
- (c) Direct telephone number: ~~33 1 42 21 62 16 21~~
- (d) Fax contact ~~33 1 42 21 62 00~~

Type of application

3. The application is for accreditation as:
- (a) national Authority **YES**
 - (b) sub-national Authority **NO**
 - (c) Authority within an international, if yes which one... ..**NO**

Description of applicant

4. Description of Authority (e.g. commissioner, commission, board etc) **Commission composed of 17 members**
5. Is the Authority a public body? **YES**
6. Geographical jurisdiction : **National**
7. Sectoral coverage (i.e. does the applicant's jurisdiction cover the entire public and private sectors? If only part of a sector or if there are significant activities not covered, please specify) **Complete coverage, both public and private sectors with no exception**
8. Is the role of the Authority mainly concerned with data protection and privacy? **YES**

Legal basis

9. Title of law under which the Authority is constituted : **Law N° 78-17 of 6 January 1978 relative to computers, files and liberties**
10. Is this principally a data protection law? **YES**
11. Status of the law (e.g. statute, regulation, executive order): **Law**
12. Which body made the law? **Parliament**
13. What body has the power to amend or revoke the law? **Parliament**

Autonomy and independence

14. Who appoints member(s) of the Authority? (Please explain if a different process applies to the presiding member from other Authority members in this question and in subsequent questions.)

The Commission is composed of seventeen members, nominated for 5 years or for the duration of their mandate:

- **Two members of the National Assembly and two members of the Senate, elected respectively by the National Assembly and the Senate;**

- Two members of the Economic and Social Council, elected by the Council ;
- Two members or former members of the Council of the State (“Conseil d’Etat”), of whom one at least should hold the qualification of counselor , elected by the general assembly of the Council of State ;
- Two members or former members of the French Supreme Court (“Cour de cassation”), of whom one at least should hold the qualification of counselor , elected by the general assembly of the Supreme Court;
- Two members or former members of the Revenue Court (“Cour des comptes”), of whom one at least should hold the qualification of master-counselor , elected by the general assembly of the Revenue Court ;
- Two persons that hold specific knowledge of computer applications, nominated by a Decree upon respective propositions of the Presidents of the National Assembly and of the Senate;
- Three personalities nominated thanks to their authority and their competence in these fields, nominated by Decree deliberated by he Council of ministers.

The Commission itself elects a president and two vice-presidents for 5 years.

15. What process is followed?

The list of these members, once designated, is published by a Decree deliberated by the Council of ministers.

16. For what term are appointments made? 5 years or term of the mandate (MP, members of the Economic and Social Council)

17. Does the law under which the Authority operates explicitly state that it acts independently? YES

18. May the member(s) be removed before expiry of their term? NO

~~19. If yes, who may remove members of the Authority before expiry of their term?~~

~~20. Are there limited reasons specified in the statute, or in another law, providing the permitted grounds for removal?~~

21. ~~What are the grounds for removal?~~

22. Does the Authority possess the following powers (briefly describe and give statutory references)

- a) to initiate an investigation with seeking provision **YES (arts. 6 and 21(1)§2 of the Law)**
- b) to report to the head of State, head of Government or legislature **YES (Art. 23 of the Law)**
- c) make public statements **YES**

23. Does the Authority (and its staff) have immunity from legal suit for actions performed in the course of their duties? **Yes**

24. Applicants may list any other measures set out in the statute or in other laws which guarantee the Authority's independence (for example if the law provides specifically that the Authority's finances are protected).

Financial independence : the credits necessary for the functioning of the Commission are voted yearly as a special budgetary line with the budget of the Ministry of Justice by Parliament. The Ministry of Justice does not exercise any control a priori. Only the Revenue Court ("Cour des comptes"), which is competent for all public bodies, is competent for exercising an a posteriori control.

Consistency with international instruments

25. Does the Authority explicitly implement any international instrument (for example if the law under which the Authority operates specifies that it implements such international instrument)? **YES**

If "yes", which of the following does it principally implement?

- a) OECD Guidelines (1980) **YES**
- b) - Council of Europe Convention No 108 (1981) **YES**
- Council of Europe Additional Protocol (8 November 2001) : **signed but not yet ratified**
- c) UN Guidelines (1990) **YES**
- d) EU Directive (1995) **YES**

26. Does the law instead, or additionally, implement any general or specific international instrument? (If so, list the international body and the instrument)

- a. **Universal Declaration of Human Rights of the UNO (10 December 1948) and European Convention on Human Rights of the Council of Europe (4 November 1950)**
 - b. **Convention on the basis of article K.3 of the Treaty of the European Union bearing creation of a European Police Office (Convention Europol) du 26 July 1995**
 - c. **Convention of application of the Schengen Agreement (19 June 1990)**
27. Have significant questions been raised about the extent to which the law is consistent with the international instruments which are claimed to be implement in answer to questions 25 and 26? (Applicants should supply further information to assist the Committee including a description of any measures under way to address these inconsistencies.) **NO but in order to precise in particular the law in line with the Directive 95/46/CE, a bill is currently examined by Parliament**

Appropriate functions

28. Does the Authority possess functions in any of the following areas (briefly describe and give statutory references):
- (a) compliance (e.g. audit, inspection) **YES (Arts. 6 and 21(1)§2 of the Law)**
 - (b) approvals (e.g. prior-checking, notification) **YES : the prior opinion of the CNIL is necessary before processing data for purposes related to the management of public services (art. 15) ; the notification of the processing is necessary in any other cases (art. 16); a simplified notification procedure is applicable in both public and private sectors when the processing complies with one of the regulations edicted by the CNIL.**
 - (c) redress for individuals (e.g. complaints, conciliation enforcement) **YES (arts. 6 and 21(1)§6)**
 - (d) sanctions available to Authority (for example, prosecution and enforcement): **YES, warning that can be made public and/or prosecution**
 - (f) guidance (e.g. compliance advice) **YES (art. 6 of the Law and art. 1 of the Decree of application N° 78-774 of 17 July 1978)**
 - (g) public education **YES (art. 6 of the Law)**

- (h) policy advice for government YES (art. 1 of the Decree of application N° 78-774 of 17 July 1978)
- (i) studies or research (e.g. into developing technologies, privacy issues) YES (art. 6 of the Law and art. 1 of the Decree of application N° 78-774 of 17 July 1978)

Additional comments

29. Applicants are invited to offer any further comments that they wish.

Other materials

30. List any attachments which will accompany the application as an electronic attachment or to follow by post.
31. If law under which the Authority operates is accessible on the Internet, please give the reference:

URL: www.cnil.fr, link to « Textes » (Law, Decrees of application of the Law and internal regulations of the CNIL, in French).*

* The English version of the Law is available on paper and will be sent by fax. It has been amended, but the modifications involved have no implications on the answers to the questions asked by this application form.

32. If a recent annual report of the Authority (or a similar recent publication outlining typical activities) is available on the Internet, please give the reference

URL: www.cnil.fr, link to « Publications » and then link to the site of the « Documentation Française », where the CNIL's report since 1999 may be downloaded.

Research use

33. With the consent of applicants, the Committee proposes to make copies of the applications available to appropriate researchers approved by the Committee to facilitate a study on data protection. Please indicate whether you agree to this use:

- I agree to this application being released to a researcher **YES**

Making the application

The application should be emailed to the credentials committee at credentials@privacy.org.nz

If sent as an email attachment it should be in M/S Word.

If unable to email the application, it should be posted to:

Credentials Committee
C/- Privacy Commissioner
P O Box 466
Auckland
New Zealand

The Committee needs access to a copy of the law under which the Authority is constituted. This need not be supplied in hard copy if it is available on the Internet and listed at question 31. If the law itself is not in English or French, it will be useful to supply an English or French summary or translation if one exists.

Use of information

The information in this form will be used for processing the application and will be disclosed to members of the committee and their staff (being the commissioners from New Zealand, France and the United Kingdom) and future committees. It may be also disclosed also to the Data Protection Authorities which participate to the international conference and approved researchers. Any personal data contained in the form is available for access and correction in accordance with the applicable data protection laws of current and future committees. In the first instance it is subject to the New Zealand Privacy Act 1993.

ACCREDITATION OF DATA PROTECTION AUTHORITY
CHECKLIST FOR THE CREDENTIALS SUB-GROUP

1 Name of Authority

Commission Nationale de l'Informatique et des
Libertés, France

2 Does the authority have clear and wide ranging data protection functions covering a broad area of economic activity (eg not just an advising body or a body operating in a narrow field such as medical privacy)?

Yes

Notes

3 Legal Basis.

Is the authority a public body established on an appropriate legal basis (eg by statute or regulation)?

Yes

Notes

4 Autonomy and Independence?

Is the authority guaranteed an appropriate degree of autonomy and independence to perform its functions (eg the power to make public statements and protection from removal from office)?

Yes

Notes

5 Consistency with International Instruments.

Is the law under which the authority operates compatible with at least one of the international instruments dealing with data protection and privacy (eg EU Directive, OECD Guidelines, Council of Europe Convention)?

Yes

Notes

Implementation is claimed for all of the principal instruments (OECD, CoE, UN and EU) noting that CoE additional protocol is signed but not yet ratified. Also noted are the UDHR, ECHR, Europol, Schengen. Further noted that a bill remains before Parliament to precisely implement EU Directive.

6 Appropriate Functions.
Does the authority have an appropriate range of functions with the legal powers necessary to perform those functions (eg the power to receive and investigate complaints from individuals without seeking permission)?

Yes

Notes

7 Does the Sub-group recommend accreditation?

Yes

Notes

8 If accreditation is recommended what is the accreditation as?

National authority (within the UN criteria)

Notes

9 If accreditation is as an authority within an international/supranational body does the recommendation include voting rights?

Not applicable

Notes

10 If accreditation is not recommended does the Sub Group recommend that accreditation is refused or is more information needed before a decision can be made?

Not applicable

Notes

11 If accreditation is not recommended and the application is from an authority with narrow functions does the Sub Group recommend that, at the discretion of the conference host, observer status is granted?

Not applicable

Notes

If more information is required what is this:

Signed on behalf of the Sub-group:

Blair Stewart

Date: **17 June 2002**

Jonathan Bamford

Date: 12/07/02

Date:

Note: 2 signatures required for recommendations for accreditation.
3 signatures required for recommendations for refusal